

## Brésil. Un défenseur des indigènes tué par balles en Amazonie

Un Brésilien qui œuvrait dans la défense des peuples autochtones en Amazonie a été tué par balles, a annoncé, lundi 9 septembre, l'organisme public chargé des affaires indigènes, pour lequel il travaillait occasionnellement.



Il s'appelait Maxciel Pereira dos Santos. Ce Brésilien, qui œuvrait dans la défense des peuples autochtones en Amazonie, a été tué par balles. L'organisme public chargé des affaires indigènes pour lequel il travaillait occasionnellement l'a annoncé lundi.

La Fondation de l'Indien (Funai) a fait part dans un communiqué de sa « **tristesse face à l'assassinat de Maxciel Pereira dos Santos** », qui avait pris part à des missions de l'organisme à Tabatinga, petite ville proche de la frontière avec le Pérou et la Colombie. Maxciel Pereira dos Santos travaillait depuis plus de douze ans pour la Funai dans des missions de « **protection et promotion des droits des peuples autochtones** ».

D'après l'association Indigenistas Associados, qui regroupe des collaborateurs de la Funai, la victime a été tuée « **devant sa famille** ». Cette association fait part d'« **indices** » selon lesquels l'assassinat aurait été perpétré « **en raison de son combat contre les pratiques illicites dans le territoire indigène du Vale do Javari** », a ajouté l'association sur son site.

**Braconnage, orpaillage et exploration illégale de bois**

Le territoire du Vale do Javari, qui regroupe « **le plus grand nombre d'indigènes isolés au monde** » est régulièrement la cible de « **braconnage, d'orpillage et d'exploration illégale de bois** », a indiqué Indigenistas Associados.

Les représentants de sept pays sud-américains se réunissaient le même jour à Leticia, ville frontalière colombienne, à quelques kilomètres de la ville de Tabatinga, où Maxciel Pereira dos Santos a été tué. Ils y ont discuté des mesures de préservation de la forêt amazonienne.

Le gouvernement du président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro a été vivement mis en cause ces dernières semaines par la communauté internationale en raison de la recrudescence de la déforestation et des incendies en Amazonie.

Ouest-France avec AFP Publié le 10/09/2019 à 12h01